

**Conseil des ministres - Candidature
de Paris aux Jeux olympiques et
paralympiques 2024**
(Paris, 01 février 2017)

Le Premier ministre, le ministre de la ville, de la jeunesse et des sports et le secrétaire d'État chargé des sports ont présenté une communication relative à la candidature de Paris aux Jeux olympiques et paralympiques 2024.

La France est une terre d'accueil des grands événements sportifs : l'Euro 2016 de football l'a démontré, en générant plus d'un milliard d'euros de bénéfices pour l'économie française et 10.000 emplois créés dans la phase d'organisation et en suscitant 600.000 touristes supplémentaires. La clôture des championnats du monde de Handball masculin 2017 dimanche dernier, dont la qualité d'organisation a été unanimement saluée, constitue une nouvelle preuve du savoir-faire de la France et de la passion des Français pour les sportifs.

La candidature de Paris à l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de 2024 est la suite logique de ces événements. C'est un projet soutenable financièrement, s'appuyant sur des infrastructures de qualité pour la plupart déjà existantes (Stade de France, Grand Palais, Château de Versailles) et qui a vocation à laisser un héritage durable aux territoires concernés. Il s'attache également à incarner, en actes, les valeurs de l'olympisme.

Le troisième et dernier dossier de candidature sera remis le 3 février prochain au Comité international olympique (CIO). La ville organisatrice des Jeux olympiques et paralympiques de 2024 sera désignée lors de la session du CIO du 13 septembre 2017 à Lima (Pérou).

Ce dossier abordera les thématiques relatives à l'impact organisationnel des Jeux : plan de télécommunications, besoins énergétiques des sites, offre touristique disponible sur le territoire des compétitions, sûreté et sécurité, voies de déplacements et offre de transports en commun. Le développement durable fera également l'objet d'un engagement particulier des parties prenantes, notamment en termes de gestion des ressources et d'optimisation des processus d'approvisionnement des sites.

L'État a pleinement joué son rôle, avec les collectivités territoriales concernées, pour contribuer à élaborer les dossiers de candidature successifs. Cet engagement fort des pouvoirs publics est une garantie de crédibilité du projet, mais aussi de prise en compte des besoins de long terme des habitants.

L'État a également contribué à proposer au CIO un dispositif particulièrement sécurisé, permettant à la compétition de se dérouler dans d'excellentes conditions et conservant le caractère festif et populaire de l'évènement.

Le 3 février sera également marqué par le lancement officiel de la campagne de communication internationale. Pour cette occasion, un événement dédié à la presse internationale se tiendra au Musée de l'Homme, au pied de la Tour Eiffel, en présence du Premier ministre.

L'héritage laissé par les Jeux, au-delà du temps de la compétition et des sites qui accueilleront les épreuves, constitue une formidable opportunité pour renforcer l'impact des politiques publiques mises en oeuvre par l'État et les collectivités territoriales, toutes issues des résultats de la grande concertation nationale menée autour de la candidature.

L'État tient à marquer un engagement fort à ce titre.

Ainsi, dès 2017, des crédits spécifiques (20 Meuro) ont été dédiés à la mise en oeuvre d'un plan de développement du sport résolument tourné vers les territoires et le soutien au monde associatif via le Centre national du développement du sport (CNDS).

Fin Février, l'État annoncera également les mesures issues du programme interministériel «Sport et société». Dans ce programme, les actions présentées toucheront, au travers des Jeux, aux domaines de l'éducation, de l'emploi, de l'insertion professionnelle, du développement du sport en entreprise, du handicap, de la ville et de la citoyenneté, de l'environnement, ou encore de la culture.

Les Jeux olympiques et paralympiques, compte tenu de leur ampleur exceptionnelle, possèdent cette capacité à accélérer durablement la transformation des territoires, à générer de l'activité économique et à développer la pratique sportive pour tous, partout sur le territoire. C'est la raison pour laquelle la candidature «Paris 2024», portée par le mouvement sportif, fait l'objet du soutien des pouvoirs publics./.